



Notes de lecture

ROCHE Agnès

- **Des vies de pauvres. Les classes populaires dans le monde rural**

BURGAT Florence

- **L'humanité carnivore**

LECERF Jean-Michel

- **La viande. Un peu, beaucoup, passionnément ou pas du tout ?**

PELLUCHON Corine

- **Manifeste animaliste. Politiser la cause animale**

BLANC Stéphane, BOËTSCH Gilles,
HOSSAERT-McKEY Martine, RENAUD François

- **Écologie de la santé. Pour une nouvelle lecture de nos maux**

ABIS Sébastien, SADIKI Mohammed

- **Agriculture et climat. Du blé par tous les temps**

NESE n° 42, Novembre 2017, pp. 83-94

CENTRE D'ÉTUDES ET DE PROSPECTIVE

SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE

Présentation

Notes et Études Socio-Économiques est une revue du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation publiée par son Centre d'Études et de Prospective. Cette revue technique à comité de rédaction se donne pour double objectif de valoriser des travaux conduits en interne ou des études commanditées par le ministère mais également de participer au débat d'idées en relayant des contributions d'experts extérieurs. Veillant à la rigueur des analyses et du traitement des données, elle s'adresse à un lectorat à la recherche d'éclairages complets et solides sur des sujets bien délimités. D'une périodicité de deux numéros par an, la revue existe en version papier et en version électronique.

Les articles et propos présentés dans cette revue n'engagent que leurs auteurs.

Directrice de la publication :

Béatrice Sédillot, MAAF-SG-SSP, Chef du Service de la Statistique et de la Prospective

Rédacteur en chef :

Bruno Héroult, MAAF-SG-SSP, Chef du Centre d'Études et de Prospective

Secrétaire de rédaction :

Florent Bidaud, MAAF-SG-SSP-CEP, Centre d'Études et de Prospective

Comité de rédaction :

Florent Bidaud, MAAF-SG-SSP-CEP, Centre d'études et de prospective

Didier Cébron, MAAF-SG-SSP-SDSAFA, Sous-directeur de la SDSAFA

Julien Hardelin, MAAF-SG-SSP-CEP, Chef du BPSIE

Bruno Héroult, MAAF-SG-SSP, Chef du Centre d'études et de prospective

Pascale Pollet, MAAF-SG-SSP-SDSSR, Sous-directrice de la SDSSR

Béatrice Sédillot, MAAF-SG-SSP, Chef du Service de la Statistique et de la Prospective

Composition : SSP

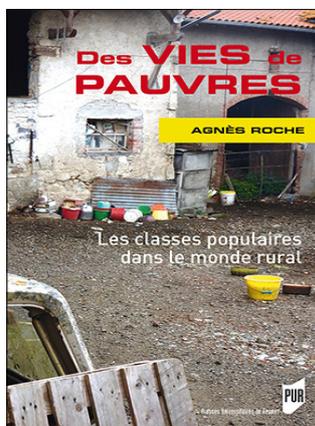
Impression : AIN - Ministère de l'Agriculture

Dépôt légal : à parution

ISSN : 2259-4841

Renseignements et diffusion : voir page 4 de couverture

Note de lecture



Roche Agnès

Des vies de pauvres. Les classes populaires dans le monde rural
Presses Universitaires de Rennes, 2016, 340 pages

Cet ouvrage est issu d'une recherche sur la pauvreté menée de 2011 à 2013 dans les campagnes du Puy-de-Dôme. L'observation d'interactions avec les assistantes sociales du Conseil général et de la MSA a en effet servi de porte d'entrée pour interroger des usagers réguliers des services sociaux. 110 personnes ont été longuement interviewées, hommes et femmes à parité - 12 « jeunes relégués », 21 « retraités modestes », 33 « travailleurs pauvres en galère et éclopés de la vie » et 44 « paysans » -, dans quatre territoires aux profils contrastés, plus ou moins pauvres ou « attractifs », plutôt orientés vers l'élevage ou vers les grandes cultures (Livardois, Combrailles, Sancy et Limagne). Le guide d'entretien visait à aborder différents thèmes, sans ordre préconçu : les parents et grands-parents, le parcours scolaire et professionnel, la situation matrimoniale, les ressources du ménage, etc.

L'ouvrage prend pour point de départ une définition monétaire de la pauvreté. « Être pauvre, c'est avoir peu » et les classes de revenu dessinent, par paliers, des classes ou des catégories sociales bien distinctes (classes populaires, classes moyennes et catégories aisées). La première partie (pp. 39-278) réorganise le matériau recueilli

en une centaine de courts portraits qui « essaient de rendre compte de l'histoire de la personne et de sa situation présente », en recherchant « la variété des individus, des situations et des trajectoires ». Chaque texte se lit rapidement et fournit une variation par rapport aux cas voisins. Le portrait basé sur un récit de vie permet de restituer, de l'intérieur, des existences et des trajectoires à la fois précaires et surdéterminées par leurs conditions sociales. La seconde partie, bien plus courte (pp. 279-319), dégage des grilles de lecture et établit des ponts entre les éléments présentés dans la première partie et d'autres travaux menés, en France, sur les classes populaires. Elle revient ainsi sur les différentes catégories (jeunes, retraités, précaires, paysans), avant d'analyser transversalement « les mécanismes de la domination et de la reproduction ».

Les portraits des « jeunes relégués » donnent souvent à voir des enfances difficiles, exposées à une violence crue (viols, passages à tabac) ou tournée vers soi-même (auto-mutilations, alcoolisme et addictions, etc.). Ces jeunes se mettent en couple et ont des enfants très tôt, et « les problèmes semblent déjà se reproduire ». L'entrée dans l'âge adulte se fait sans grande motivation, que ce soit dans le

domaine des études ou du travail. « On imagine mal comment » la douzaine de jeunes interviewés « va pouvoir se sortir de la précarité banalisée ». De même, pour les travailleurs pauvres, « éclopés de la vie », atteints par une maladie grave et handicapés, dépressifs, dépendants de l'alcool ou des drogues, etc. Avec les retraités pauvres, « pauvres devenus vieux », « la lecture des transcriptions d'entretien laisse une impression de résignation, d'acceptation du destin, et les moments heureux semblent absents ».

Dans cette litanie de misères, le chapitre consacré aux portraits d'agriculteurs, intitulé « La fin des petits paysans », est sans doute le plus équilibré et le plus intéressant. Il établit une typologie à partir de « deux points capitaux » explicités dans la deuxième partie de l'ouvrage : l'héritage et la modernisation. D'une part, « hériter de beaucoup, ou de peu, voire de rien (...) est un élément qui oriente la suite de l'histoire d'un paysan ». D'autre part, s'intéresser à la façon dont celui-ci « envisage et réalise concrètement la modernisation de son exploitation » permet de saisir des dimensions plus subjectives, telles que la motivation et l'intérêt pour le travail, les aspirations, les choix d'investissements, etc.

Le premier sous-groupe est celui des producteurs « en sursis », qui « vivent sur de petites exploitations », « héritiers vieillissants, condamnés à disparaître », sans repreneur dans la famille. Tel est le cas de Louis, 57 ans, 7 hectares, des problèmes de santé, et célibataire. Ou de Laurence, installée dans les années 1990 sur 10 hectares de Limagne hérités par son mari. Cet apport n'est pas suffisant et les terres sont trop chères, dans la région, pour atteindre une taille critique en le complétant par la location. Deuxième catégorie, les « agriculteurs en survie » ont hérité d'exploitations de taille moyenne, difficiles à moderniser. Ils font des choix discutables, n'investissent pas sur du matériel de traite, par exemple, ou au contraire se suréquipent en espérant rester compétitifs. Un « grain de sable » peut venir gripper leur trajectoire déjà fragile : problème de santé, placements

peu judicieux, etc. Enfin, un troisième profil est constitué par des « non-héritiers, souvent militants qui ont choisi d'être paysan ». Ceux-ci « ont parfois mal estimé les chances de succès de leur entrée dans l'agriculture », et comme les autres, peuvent en concevoir certaines rancœurs (contre la PAC, les SAFER, les syndicats agricoles, etc.) qu'ils tiennent pour responsables, au moins en partie, de leurs difficultés.

Vu l'effort nécessaire pour réaliser de nombreux entretiens approfondis, on peut regretter que l'auteure n'ait pas complété son tableau en interrogeant d'autres agriculteurs (ceux qui ne se présentent pas aux guichets sociaux), et ce d'autant plus qu'elle souligne la continuité des situations entre les in et les out. Mais à quoi bon ? « Beaucoup d'agriculteurs ne comprennent rien au système agricole et se sentent complètement dépassés », affirme-t-elle. Les mécanismes de renouvellement (et d'éviction des exploitations en dessous d'un certain seuil de viabilité) opèrent à un autre niveau, supra-individuel et macro-historique, que des méthodes recourant aux statistiques et à la modélisation éclaireraient mieux. Quand Agnès Roche entreprend d'analyser la contribution des institutions (école, famille, travail social) aux situations de domination et à la reproduction, elle fait d'ailleurs surtout référence à des travaux s'appuyant, eux, sur des traitements quantitatifs et portant sur d'autres terrains que la pauvreté zones rurales.

L'école apparaît alors comme un lieu, sinon un outil, de « tri social » où l'orientation en filière professionnelle s'opère « naturellement » mais efficacement, à coup de violences symboliques. La famille, elle, est un facteur de dérèglement des trajectoires, mais aussi un filet de sécurité, grâce aux relations d'entraide. Ce type de constats et d'analyses est aujourd'hui très familier. Il mérite sans doute d'être réitéré, mis à l'épreuve des nouvelles conditions sociales (multiplication des SDF dans les années 1990, ou actuellement, débat sur la relégation dans une « France périphérique »), etc., mais s'agissant de son ambition de mieux connaître les milieux

populaires en zones rurales, on peut donc penser que le livre tient surtout ses promesses dans sa partie documentaire, pourtant assez anecdotique.

De plus, parler de « classes populaires » ne va pas de soi. L'auteure cite à ce propos Olivier Schwartz, soulignant qu'« il est absolument nécessaire que la recherche montre « empiriquement que les sujets qu'elle étudie sont effectivement placés dans des conditions économiques et sociales dominées et que leurs modes de vie, leur manière d'être révèlent des formes de séparation culturelle » ». Au-delà de la mise en lumière de situations de décrochage et de relégation dans un état stationnaire, irrémédiable, qu'on peut éventuellement qualifier de « misère de condition », l'ouvrage ne semble pas apporter une démonstration de ce type. Dans les trajectoires esquissées par les portraits de pauvres, le hasard des rencontres, des problèmes de santé, les goûts et dégoûts personnels (pour les études, le travail, etc.) semblent jouer un

rôle plus important que la position dans les rapports de production. De plus, « la dimension culturelle de la pauvreté n'a pas été abordée » et l'ouvrage ne dégage pas clairement des styles de vie ou un habitus de classe lié à cette position fantôme dans les rapports sociaux. Là encore, il aurait été utile d'ouvrir l'enquête au-delà de l'échantillon spontané constitué par les guichets sociaux. Malgré un certain misérabilisme, *Des vies de pauvres* demeure une contribution intéressante à la sociologie rurale. L'auteure souligne à juste titre la rareté des travaux sur ce sujet. La partie documentaire donne accès à des réalités souvent méconnues des décideurs publics, souvent issus de milieux plus favorisés. Bref, cet ouvrage a le mérite de révéler la part souvent invisible de la France des campagnes.

Florent Bidaud

Centre d'études et de prospective

MAA

florent.bidaud@agriculture.gouv.fr

Note de lecture



Burgat Florence
L'humanité carnivore
Seuil, 2016, 476 pages

Pourquoi consomme-t-on, aujourd'hui encore, de la chair animale ? Parce que « c'est dans l'habitude humaine », disent les uns, parce que « c'est bon » ou « vital » disent les autres. Loin de ces explications tautologiques, qui confondent cause et effet, Florence Burgat (directrice de recherche à l'INRA), apporte des réponses résolument philosophiques, en analysant quelques pratiques et moments fondateurs de l'humanité carnivore. S'appuyant sur un large corpus de lectures (histoire, anthropologie, sociologie, droit, phénoménologie, témoignages, etc.), elle retrace les manières dont l'alimentation carnée a été expérimentée, pensée, théorisée et justifiée. Sa thèse est qu'il y a un solide continuum entre les temps anciens et les sociétés d'aujourd'hui, que la manducation de viande n'est ni naturelle ni innée : elle est le résultat d'une construction sociale et culturelle à travers les âges. Cette perpétuation du « meurtre alimentaire », hier localisé, aujourd'hui industrialisé, exprimerait le constant désir de l'humanité de se séparer radicalement de l'animalité. L'engraissement, la mise à mort, le démembrement, la préparation culinaire, l'incorporation et la digestion de non-humains seraient autant

de manifestations réelles et symboliques des pulsions de supériorité humaine.

Au lieu d'opter pour une démonstration historique linéaire, l'auteure préfère se concentrer sur des moments clés du carnisme. Par exemple, elle questionne le statut de la chasse dans les communautés préhistoriques et montre que l'alimentation végétale y occupait une place bien plus importante qu'on ne le dit. Comparant diverses trajectoires civilisationnelles, elle décrit les processus de domestication, la codification des régimes carnés, les mythologies, l'apparition d'interdits sacrés ou profanes, et insiste sur les justifications gastronomiques qui déguisent et magnifient le meurtre alimentaire. Mais ce sont les rites sacrificiels qui sont au cœur de sa démonstration, F. Burgat retraçant d'abord le passage des sacrifices végétaux aux sacrifices animaux, puis la mutation des sacrifices propitiatoires en sacrifices alimentaires, dont l'objectif principal était d'assurer une consommation régulière de viande : très tôt l'humanité a justifié ses tueries par de la théorie, l'offrande étant l'alibi de l'abattage. Également intéressantes sont les pages consacrées au cannibalisme,

entre autres largement pratiqué par les Aztèques : elles rappellent que des hommes qui capturent et avilissent d'autres hommes, au point de les (mal)traiter comme des animaux, font sauter les verrous psychiques qui rendaient impensable le fait de les manger.

L'ouvrage se termine par un chapitre prospectif, qui voit dans les viandes factices (steaks de protéines végétales, muscle in vitro, etc.) des substituts salvateurs.

Selon Florence Burgat, demain l'élevage s'effondrera mais la viande restera, et ces simulacres de chair maintiendront notre « cruelle arrogance » sans avoir à tuer les animaux.

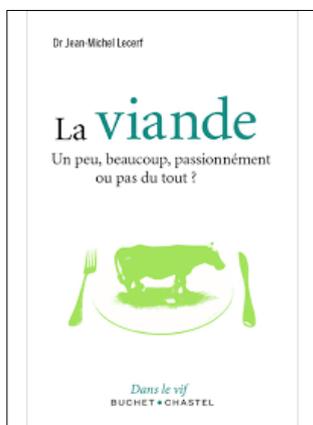
Bruno Hérault

Chef du Centre d'études et de prospective

MAA

bruno.hérault@agriculture.gouv.fr

Note de lecture



Lecerf Jean-Michel

La viande. Un peu, beaucoup, passionnément ou pas du tout ?

Buchet-Chastel, 2016, 132 pages

Notre alimentation est de moins en moins dangereuse, mais elle semble de plus en plus risquée. Les peurs alimentaires cernent le mangeur contemporain, soumis à une multitude de discours contradictoires, accablé d'expertises rivales. Cette cacophonie concerne tout particulièrement la viande, hier jugée indispensable à notre bonne santé, aujourd'hui accusée de tous les maux. Loin des préjugés et des emportements, l'intérêt de ce livre accessible, pédagogique, mais néanmoins complet et précis, est de porter un regard médical et scientifique sur tous les aspects liés à la consommation de viande : nutrition, santé, environnement, éthique, culture, conduites alimentaires, bien-être animal, etc. Son auteur, qui dirige le service de nutrition de l'institut Pasteur de Lille, sait distinguer l'essentiel de l'accessoire, prononcer des conclusions mesurées sur des sujets souvent controversés, et faire passer le maximum d'informations en un minimum de pages.

Un chapitre très intéressant revient sur les grands déterminants historiques et anthropologiques de l'omnivorisme humain, sur l'étroite association des composantes nutritionnelles et culturelles, sur le poids des habitudes nationales ou sociales. D'autres pages importantes, qui occupent une position centrale dans le livre et dans le raisonnement de l'auteur, traitent des méthodes épidémiologiques les plus

couramment utilisées, des consommations de viande en quantité et en qualité, de ses caractéristiques nutritionnelles, de ses risques ou effets positifs pour la santé, étant entendu qu'aucun aliment n'est en soi « parfait », « mauvais » ou « indispensable ». On retiendra également les pages sur l'évolution du rapport Homme-Animal (qui modifie en profondeur les représentations de l'alimentation carnée) ou sur les conséquences environnementales et sanitaires de l'élevage de masse. Si Jean-Michel Lecerf conseille de limiter notre ration de viande, il recommande aussi et surtout l'omnivorisme, la diversité des denrées et la modération des portions, la variété des recettes et des approvisionnements.

Au total, sans angélisme ni catastrophisme, ce petit livre modeste supplante des ouvrages plus ambitieux et prouve, pages à l'appui, qu'« un aliment n'est pas seulement bon à manger, mais aussi à penser » (Lévi-Strauss). pertes subies par les groupes professionnels (éleveurs, commerçants, etc.) agissant en faveur de l'amélioration de la condition animale.

Bruno Hérault

Chef du Centre d'études et de prospective

MAA

bruno.hérault@agriculture.gouv.fr

Note de lecture



Pelluchon Corine
Manifeste animaliste. Politiser la cause animale
Alma Éditeur, 2016 112 pages

Les réflexions sur le rapport Homme-Animal sont aussi vieilles que les traces laissées, au fil de l'histoire, par la philosophie ou la littérature. Le sujet s'est réimposé au XIX^e siècle, notamment en Angleterre, avant de se diffuser au monde entier. Dans notre pays, cette « question animale » monte en puissance, ces dernières décennies, à travers des débats publics, l'élaboration de normes, des actions militantes et les marronniers médiatiques. Aujourd'hui, une nouvelle étape s'amorce : « l'animalisme » frappe à la porte du système politique et tente de gagner des décideurs à sa cause. L'intérêt de cet ouvrage est de formuler et d'incarner, de façon synthétique et claire, ce programme politique animaliste, cette profession de foi antispéciste, d'en décrire le contenu, d'en exprimer l'essence et les principes, d'en signaler les conditions d'échec ou de réussite.

La première partie de l'ouvrage rappelle les tenants et aboutissants de la « cause animale », telle qu'elle est habituellement construite : souffrances en élevage intensif puis en abattoirs, expériences de laboratoire, privation de liberté dans les zoos, profit des animaleries, exploitation économique sans précédent des animaux de rente, mais aussi

reconnaissance de leur sentience et de leur sensibilité, de leur droit d'avoir des droits, et souci croissant pour leurs conditions de vie. Victimes désignées de notre brutalité, les animaux seraient, pour l'auteure, le reflet d'une civilisation humaine violente, rendant nécessaire le passage à une société respectueuse de l'égalité des intérêts des humains et des non-humains.

La deuxième partie soutient l'idée d'une nécessaire politisation de cette cause animale. Habiter la Terre, c'est cohabiter avec tous les autres vivants, et si seuls les humains sont des citoyens à part entière, les animaux sont a minima des sujets politiques puisqu'ils ont des intérêts à défendre. Pour C. Pelluchon, la future société démocratique devra concilier droits de l'homme et respect des animaux, en inscrivant les préférences de ces derniers dans la définition du bien commun. Pour cela, il faudra se doter d'une véritable théorie politique des capacités animales, se démarquant du frileux juridisme administratif, tout juste bon à normer la taille des cages à poules.

La dernière partie, plus classique, recense les propositions concrètes que devrait mettre en œuvre l'État : fin de la captivité dans les

cirques et les parcs animaliers, fermeture des delphinariums, interdiction de la corrida et des spectacles de combats, suppression de la chasse à courre, interdiction de la fourrure et du foie gras, promotion des régimes alimentaires végétaliens et des modes de vie véganes, passage à l'élevage extensif, mise à mort douce en abattoirs, suppression des expérimentations animales, désignation de défenseurs des animaux dans les instances politiques représentatives. Le tout en veillant

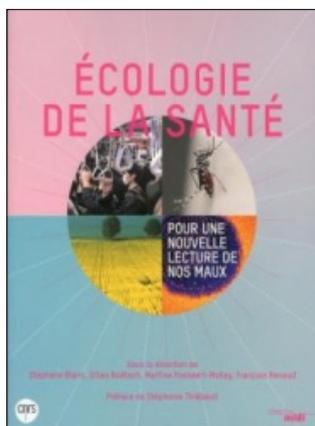
toujours à indemniser les pertes subies par les groupes professionnels (éleveurs, commerçants, etc.) agissant en faveur de l'amélioration de la condition animale.

Bruno Hérault

Chef du Centre d'études et de prospective
MAA

bruno.hérault@agriculture.gouv.fr

Note de lecture



Blanc Stéphane, Boëtsch Gilles, Hossaert-McKey Martine, Renaud François
Écologie de la santé. Pour une nouvelle lecture de nos maux
Éditions Le Cherche midi, 2017, 191 pages

Ponctué de cas concrets et d'illustrations, cet ouvrage dresse, en douze chapitres, un état des lieux de la santé mondiale en lien avec différents facteurs : bouleversements environnementaux, mondialisation, urbanisation, modifications des modes de vie et transitions alimentaires, etc. S'appuyant sur des travaux en écologie de la santé, il présente une vision complète et cohérente de problématiques souvent traitées, mais déploie aussi une approche nouvelle prenant en compte une logique écologique et évolutive, inspirée du darwinisme.

Certaines publications font état d'une diminution de l'espérance de vie humaine dans certains pays développés, comme les États-Unis. Selon les auteurs, la recrudescence de certaines maladies infectieuses est due, entre autres, à une crise écologique et au réchauffement climatique, qui favorisent l'adaptation d'insectes vecteurs, comme le moustique tigre ou les tiques, aux zones tempérées. L'urbanisation accrue et le développement d'élevages intensifs entraînent surpeuplement et promiscuité chez les hommes et chez les animaux. La mondialisation des transports joue également un rôle. Le développement des antibiorésistances est un facteur aggravant. L'ouvrage présente un certain

nombre d'illustrations de ces tendances, comme par exemple l'émergence des cas de bilharziose, grave maladie parasitaire tropicale, survenus en Corse en 2013.

Se faire vacciner n'est-il qu'un choix personnel ou représente-t-il un devoir collectif ? L'absence de couverture vaccinale suffisante, consécutive à des ruptures d'immunité ou au refus par certains des vaccinations, n'a pas permis d'éradiquer la coqueluche ou la rougeole. Ces deux maladies infantiles, souvent considérées comme banales, conduisent chaque année à plusieurs centaines de milliers de décès, alors que, selon les auteurs, le virus Ebola, particulièrement redouté, a entraîné, au pic de l'épidémie, 11 310 décès.

Les pathologies liées à l'alimentation sont traitées sous divers aspects. Comme le démontre le développement des germes *listeria* dans les réfrigérateurs, les maladies alimentaires infectieuses ou parasitaires, liées à la consommation de denrées contaminées, sont parfois favorisées par un sentiment de « fausse sécurité » lié au progrès. Mais les auteurs approfondissent davantage les désordres nutritionnels, tant devient préoccupant l'impact mondial de l'obésité et des maladies métaboliques, que ce soit dans les pays occidentaux ou dans

les pays en développement, ces derniers concentrant désormais 80 % des cas. Il s'avère que l'accès de ces populations à une offre alimentaire occidentale abondante, qui a pu être perçue comme plus « attractive » que les rations antérieures, restreintes et monotones, a eu des effets délétères, démontrés par l'hypothèse du « phénotype économique ». Une étude a ainsi établi que des privations subies lors de la vie foetale conditionnent les organismes à se contenter d'une ration frugale et les prédisposent aux désordres nutritionnels en cas de consommations plus importantes. L'Afrique subsaharienne subit de ce fait un double fardeau : d'une part persistance de sous-nutrition et de maladies infectieuses ou parasitaires, et d'autre part développement de maladies métaboliques, comme obésité et diabète, en lien avec une alimentation inadaptée et une plus grande sédentarité dans les centres urbains. L'OMS prévoit que d'ici 2030, les décès liés aux maladies chroniques passeront de 30 à 60 millions de morts par an, dont un large pourcentage dans les pays en développement.

S'attachant à esquisser les futurs possibles, les auteurs rappellent les règles de l'épidémiologie classique prédictive basée sur une modélisation mathématique, mais abordent également la médecine évolutionniste darwinienne qui recommande de remonter aux sources environnementales et comportementales des maux. Cet ouvrage grand public est ponctué de cas concrets et d'illustrations, et concilie richesse scientifique et lecture aisée. Il offre un regard neuf sur de grands problèmes publics, ne se limite pas à l'énoncé de constats alarmants mais signale également les solutions possibles, comme le recours aux alternatives thérapeutiques de type bactériophages face aux antibiorésistances ou les projets lancés pour lutter contre la sédentarité des jeunes. Il peut également se consulter comme un manuel.

Madeleine Lesage

Centre d'études et de prospective

MAA

madeleine.lesage@agriculture.gouv.fr

Note de lecture



*L'agriculture en représentations(s).
Luites médiatiques, luites syndicales*
Études rurales, n° 198, décembre 2016
Éditions de l'EHESS, 224 pages

Souvent, les opinions mènent le monde, et les images de la réalité sont plus fortes que cette réalité même. C'est pourquoi les sciences sociales s'intéressent beaucoup aux visions collectives, aux représentations mentales véhiculées par les acteurs, les médias ou les institutions. Les représentations des métiers ont été particulièrement étudiées, à commencer par celles de la profession agricole, avec néanmoins un désintérêt croissant pour ce sujet depuis une trentaine d'années, s'expliquant par la disparition des figures attachantes et idéalisées de l'ancienne paysannerie. Ce numéro thématique d'*Études rurales* entend relancer ce champ de recherche, en proposant une dizaine d'articles d'ethnologues, de politistes et de sociologues. Ce sont plus précisément les liens avec le journalisme de presse écrite qui sont auscultés, à travers un large éventail de figures agricoles, de terrains d'observation et de témoignages de luites.

Un texte traite de l'Agence de presse libération-paysans (APL-P), un autre analyse le positionnement mi-syndical mi-commercial du journal *L'Agriculteur normand*, un autre encore décrit les stratégies médiatiques de l'Association des producteurs de lait indépendants (APLI). Intéressantes également sont les pages sur l'évolution des images des femmes dans la presse agricole bretonne, sur les conceptions

agrariennes et identitaires d'*Agriculture et vie*, ou celles sur la place occupée par la Confédération paysanne et ses leaders dans la presse nationale. Le traitement médiatique des maladies professionnelles liées aux pesticides intéressera aussi le lecteur, ainsi que l'article consacré aux techniques de réappropriation de l'espace médiatique par les éleveurs confrontés aux marées vertes.

Plusieurs conclusions générales peuvent être tirées de ces études de cas. Tout d'abord, le pluralisme du monde agricole est de plus en plus tangible, chacune de ses composantes se construisant ses propres espaces et canaux d'expression. En second lieu, la professionnalisation de la relation avec les médias est évidente, rapide, efficace. Troisièmement, les journalistes ont un surintérêt marqué pour les modèles agricoles alternatifs, ce qui ne les empêche pas, simultanément, de continuer à peaufiner l'imagerie traditionnelle d'un « paysan modèle ». Enfin, la médiatisation recèle ses pièges et contradictions : dans une société saturée de discours et de symboles, on ne peut pas ne pas communiquer, ce qui pousse constamment les agriculteurs à surjouer leurs mises en scène et leurs exercices de représentation.

Bruno Héralut

Chef du Centre d'études et de prospective
bruno.héralut@agriculture.gouv.fr

Note de lecture



Abis Sébastien, Sadiki Mohammed
Agriculture et climat. Du blé par tous les temps
Max Milo - IRIS Éditions 2016, 157 pages

On ne compte plus les publications sur les liens entre changement climatique et agriculture. Se démarquant du lot commun, l'intérêt de celle-ci est triple. En premier lieu, elle est centrée sur une production particulière, celle de blé, qui nourrit quotidiennement trois milliards d'humains. Cette culture est localisée dans les zones bénéficiant de conditions généreuses : température, sol, eau. À l'avenir, les effets du changement climatique se feront sentir de manière contrastée. L'hémisphère Sud connaîtra une baisse des rendements, le développement de maladies et de ravageurs, alors que les pays déjà les plus favorisés – dont la France – le seront encore davantage. Quant aux États de la mer Noire, ils pourraient être avantagés par une extension des surfaces de production mais handicapés par des épisodes de chaleur plus extrême. Au-delà de ces problèmes d'adaptation, les auteurs rappellent que le blé est une plante « climato-active », fixant une grande quantité de carbone et donc très utile aux stratégies d'atténuation.

Le deuxième intérêt de l'ouvrage est qu'il déborde constamment son sujet, en l'insérant dans un contexte général qui ne le met que mieux en perspective. L'approche est large, le propos ample et de nombreux sujets connexes sont abordés : ressources naturelles, pratiques culturelles et nouvelle

« révolution verte », innovations techniques, besoins alimentaires des populations, sécurité sanitaire, priorités des politiques publiques, internationalisation des échanges commerciaux, etc. Plus généralement encore, blé et climat sont appréhendés sous un angle géopolitique, cette céréale étant même souvent présentée comme « une pièce essentielle dans l'architecture de sécurité du monde ».

Enfin, le plaisir de la lecture tient au duo d'auteurs qui, de par leurs origines et leurs activités professionnelles, défendent à deux voix une même idée réunissant les deux rives de la Méditerranée : le changement climatique soumettra nos sociétés à rude épreuve, elles devront développer et moderniser leurs agricultures, échanger leurs productions, intensifier leurs coopérations, et s'appuyer sur des modes de gouvernance favorisant l'anticipation et la réactivité. Alternant les chapitres sur la France et sur le Maroc, S. Abis et M. Sadiki tablent sur une agriculture faite de science, de développement et d'échanges. Plus généralement, ils montrent que climat, blé et sécurité forment le puissant triptyque de l'avenir du bassin méditerranéen.

Bruno Héroult

Chef du Centre d'études et de prospective
bruno.héroult@agriculture.gouv.fr

Recommandations aux auteurs

● Format

Les manuscrits sont présentés sous format Word ou Writer en police de taille 12. Ils ne dépassent pas 50 000 signes espaces inclus, y compris tableaux, graphiques, bibliographie et annexes.

Sur la première page du manuscrit doivent figurer :

- le titre de l'article ;
- le(s) nom(s) de(s) auteur(s) et leur(s) institution(s) ;
- le résumé de l'article (800 signes espaces compris) en français et en anglais ;
- trois à six mots-clés en français et en anglais.

Toutes les sources des chiffres cités doivent être précisées. Les sigles doivent être explicités. Lorsque l'article s'appuie sur une enquête, des traitements de données, etc., un encadré présentant la méthodologie est souhaité. Pour une meilleure lisibilité, les notes de bas de page doivent être limitées en nombre et en longueur.

Les références bibliographiques sont présentées ainsi :

- a** - Dans le texte ou les notes, chaque référence citée est constituée du nom de l'auteur et de l'année de publication entre parenthèses, renvoyant à la bibliographie en fin d'article. Par exemple : (Griffon, 2004).
- b** - À la fin de l'article, les références sont classées par ordre alphabétique d'auteurs et présentées selon les normes suivantes :
 - pour un ouvrage : nom de l'auteur, initiale du prénom, année, *Titre d'ouvrage*, ville, maison d'édition ;
 - pour un article : nom de l'auteur, initiale du prénom, année, « Titre d'article », *Revue*, n° de parution, mois, pages.

Seules les références explicitement citées ou mobilisées dans l'article sont reprises en fin d'article.

● Compléments pour mise en ligne de l'article

Dans la perspective de la publication de l'article sur le site internet du CEP et toujours selon leur convenance, les auteurs sont par ailleurs invités à :

- adresser le lien vers leur(es) page(s) personnelle(s) à caractère « institutionnelle(s) » s'ils en disposent et s'ils souhaitent la(les) communiquer ;
- communiquer une liste de références bibliographiques de leur choix utiles pour, contextualiser, compléter ou approfondir l'article proposé ;
- proposer une liste de lien vers des sites Internet pertinents pour se renseigner sur le sujet traité ;
- proposer, le cas échéant, des annexes complémentaires ou des développements utiles mais non essentiels (précisions méthodologiques, exemples, etc.) rédigés dans la phase de préparation de l'article mais qui n'ont pas vocation à intégrer la version livrée, limitée à 50 000 caractères. Ces compléments, s'ils sont publiables, viendront enrichir la version Internet de l'article.

● Procédure

Tout texte soumis est lu par au moins 3 membres du comité de rédaction. Deux fiches de lecture rédigées par un des membres du comité de rédaction et par un expert extérieur sont transmises aux auteurs. La décision de publication est prise collectivement par le comité de rédaction. Tout refus est argumenté.

Les manuscrits sont à envoyer, en version électronique uniquement, à :

- Florent Bidaud, secrétaire de rédaction : florent.bidaud@agriculture.gouv.fr
- Bruno Héroult, rédacteur en chef : bruno.herault@agriculture.gouv.fr

● Droits

En contrepartie de la publication, l'auteur cède à la revue *Notes et Études Socio-Économiques*, à titre exclusif, les droits de propriété pour le monde entier, en tous formats et sur tous supports, et notamment pour une diffusion, en l'état, adaptée ou traduite. À la condition qu'il demande l'accord préalable à la revue *Notes et Études Socio-Économiques*, l'auteur peut publier son article dans un livre dont il est l'auteur ou auquel il contribue à la condition de citer la source de première publication, c'est-à-dire la revue *Notes et Études Socio-Économiques*.

Notes et études socio-économiques

Tous les articles de *Notes et Études Socio-Économiques* sont téléchargeables gratuitement sur :
<http://agriculture.gouv.fr/centre-d-etudes-et-de-prospective>

- Rubrique **Publications du CEP > Notes et études socio-économiques**

<http://www.agreste.agriculture.gouv.fr>

- Rubrique **Publications > Notes et études socio-économiques**

Abonnement à l'alerte électronique en envoyant un message à l'adresse :
florent.bidaud@agriculture.gouv.fr avec le sujet « abonnement »

Renseignements et diffusion :
Service de la Statistique et de la Prospective
Centre d'Études et de Prospective
3 rue Barbet de Jouy
75349 Paris 07 SP

Vente au numéro : agreste-ventes@agriculture.gouv.fr

Abonnement : tél. 01.49.55.85.72